

## INSTRUCTION

N° 10-013-M0-E-K du 19 mai 2010

NOR : BCR Z 10 00043 J

PRÉPARATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET DES ORGANISMES  
QUI EN DÉPENDENT À L'ESPACE UNIQUE DE PAIEMENT EN EUROS (SINGLE EURO  
PAYMENTS AREA) SEPA ET À LA MISE EN PLACE D'UN COMITÉ INTERMINISTÉRIEL

### ANALYSE

Diffusion de la circulaire interministérielle Intérieur (DGCL) / Budget (DGFIP)  
NOR/BCFR1007933C du 12 mars 2010

Date d'application : 19/05/2010

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE ; SEPA ; UNION EUROPÉENNE

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 09-012-M0-E-K du 22 mai 2009

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

|     |     |     |     |     |  |  |  |  |  |  |  |  |
|-----|-----|-----|-----|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|
| TPG | DLU | DSF | DOM | COM |  |  |  |  |  |  |  |  |
|     |     |     |     |     |  |  |  |  |  |  |  |  |

*DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES*

*Sous-direction de la gestion comptable et financière des collectivités locales  
Bureau CL-1C*

## SOMMAIRE

|   |          |
|---|----------|
| <b>1. LES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE<br/>NOR/BCFR1007933C DU 12 MARS 2010 .....</b>                                 | <b>3</b> |
| <b>2. INCIDENCES POUR LES ACTEURS LOCAUX .....</b>  | <b>3</b> |
| 2.1. La migration au virement SEPA (SCT) .....  | 3        |
| 2.2. La migration au prélèvement SEPA (SDD) .....   | 4        |
| <b>3. RÔLE DES RESPONSABLES LOCAUX DE LA DGFIP VIS-À-VIS DES PRÉFETS<br/>DANS LA MISE EN PLACE DES MOYENS DE PAIEMENTS EUROPÉENS.....</b> | <b>5</b> |

## LISTE DES ANNEXES

|  |   |
|--|---|
| ANNEXE : Circulaire interministérielle NOR/BCFR1007933C du 12 mars 2010..... | 6 |
|--|---|

La présente instruction a pour objet de diffuser la circulaire interministérielle Intérieur/Finances n° NOR/BCFR1007933C du 12 mars 2010.

Cette circulaire, qui complète la circulaire NOR/BCFR0829464C du 15 décembre 2008 relative au SEPA (Single Euro Payments Area – Espace unique de paiement en euros) et à la mise en place du Comité Interministériel pour les Moyens de Paiement européens (CIMPE) vise à porter à la connaissance des Préfets, des directeurs régionaux et départementaux des Finances publiques et des trésoriers-payeurs généraux, l'état d'avancement des travaux engagés au niveau national et européen, à charge pour eux, d'en informer les acteurs locaux et notamment les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les clients Dépôts de Fonds au Trésor (DFT).

## **1. LES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE NOR/BCFR1007933C DU 12 MARS 2010**

Le SEPA (Single Euro Payments Area – Espace unique de paiements en euros) est un projet qui constitue la phase ultime du passage à la monnaie unique. Il prolonge les travaux relatifs au passage à l'euro et vise, en sus de la monnaie unique, à créer un espace unique des paiements européens en dotant la zone euro de moyens de paiements communs.

Ce projet s'appuie juridiquement sur la Directive sur les Services de Paiement n° 2007/64/CE adoptée le 13 novembre 2007 par les instances européennes et transposée en droit français par l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009.

Le calendrier de migration au virement SEPA (SCT) prévoit une fin de migration à fin 2011.

S'agissant du prélèvement SEPA (SDD), le calendrier a évolué, puisque le SDD commencera en France au 1<sup>er</sup> novembre 2011 (pour une fin de migration fixée à fin 2012).

Comme indiqué dans l'instruction n° 09-012-MO-E-K du 22 mai 2009, ce projet a des impacts importants sur la sphère publique.

## **2. INCIDENCES POUR LES ACTEURS LOCAUX**

### **2.1. LA MIGRATION AU VIREMENT SEPA (SCT)**

En liaison avec les Préfets, il appartient aux responsables départementaux de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) de diffuser l'information nécessaire à la sensibilisation des acteurs locaux, en particulier les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les clients DFT, aux modifications induites par ce projet.

En effet, les collectivités ainsi que les établissements publics locaux ou nationaux qui encaissent des recettes et payent des dépenses sont émetteurs ou récepteurs de moyens de paiements et, à ce titre, vont devoir migrer vers les normes SEPA.

*✿ Pour les collectivités locales et les établissements publics locaux :*

- S'agissant de l'application Hélios

Il convient de préciser qu'Hélios est capable de recevoir les nouvelles données et les nouveaux formats de fichiers dès lors que la collectivité aura opéré ses propres maintenances pour les applications interfacées.

À ce titre, le protocole PES V2 est fortement recommandé aux collectivités souhaitant migrer leurs systèmes d'information à SEPA. Il n'est pas prévu de migration à SEPA pour les autres protocoles.

Dans l'attente de l'adaptation par les collectivités de leurs applications aux nouvelles normes, Hélios procédera à une conversion des données aux nouveaux standards pour permettre l'exécution des virements SEPA (SCT). Cette maintenance sera opérationnelle au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2010.

Par ailleurs, l'application RCT effectuée à compter du 6 avril 2010 une conversion systématique en SCT des virements émis par les collectivités gérées dans cette application.

La réussite de ces bascules dépend en grande partie de la qualité des données bancaires fournies par les créanciers.

Il est donc important d'appeler l'attention des ordonnateurs sur la nécessité d'actualiser les données bancaires, parfois anciennes, présentes dans leurs systèmes d'informations, soit en demandant des relevés d'identité bancaire ou de caisse d'épargne à leurs créanciers, soit en traitant les papillons de correction de domiciliation bancaires reçus de la Banque de France au titre des virements actuels.

Cette action préventive permettra de limiter le taux de rejets de ces opérations.

Il est rappelé, par ailleurs, qu'il n'est pas possible dans l'immédiat d'effectuer des Annulations d'Opérations Compensées à Tort (AOCT), en cas d'émission erronée de SCT. Cette fonctionnalité ne sera en effet disponible qu'à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010. Dans l'attente, le comptable devra régler l'incident par contacts bilatéraux avec la banque destinataire et le bénéficiaire du virement indu.

De même, le service de correction de domiciliation bancaire n'est pour l'instant pas prévu pour les virements SEPA.

*✍ Pour les établissements publics, régies d'État ou Collectivités Locales, organismes divers disposant d'un compte de dépôts de fonds auprès de l'État*

La DGFIP diffusera très prochainement les protocoles techniques détaillés qui serviront de base à l'adaptation des applications informatiques de moyens de paiement de ces clients DFT et un dispositif d'accompagnement, faisant appel aux directions départementales et régionales, sera déployé afin d'aider les déposants à réaliser cette migration (diffusion de la documentation générale et technique, support technique, planification de tests, ...).

Dans ce cadre, il faut signaler que l'application DVP (Dématérialisation de Virements et de Prélèvements), mise à disposition des clients DFT qui en font la demande, va être adaptée au virement SEPA dans le courant du second semestre 2010. Un nouveau guide utilisateur sera diffusé à cette occasion.

Cette nouvelle version de l'application ne sera diffusée ni aux clients DFT présents dans les COM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna) qui ne font pas partie de la zone SEPA, ni aux ordonnateurs du secteur public local, qui possèdent une version de DVP privée de la fonction virements (cf. lettre circulaire n° 36042 du 16 septembre 2005).

L'adaptation de DVP au prélèvement SEPA se fera ultérieurement.

## 2.2. LA MIGRATION AU PRÉLÈVEMENT SEPA (SDD)

Le démarrage du SDD est prévu en France à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

À compter de cette date, les organismes publics qui payent certaines de leurs dépenses par prélèvements, sont susceptibles de recevoir des SDD.

Les maintenances des applications CEP (pour les clients DFT), PSAX et Compas (pour les comptables publics) sont en cours.

Il convient de préciser que la migration des créanciers concernés au SDD ne remet pas en cause les autorisations et demandes de prélèvements qui ont été signées auparavant. La Directive sur les Services de Paiement précitée a en effet prévu la continuité juridique des mandats actuels.

Cependant, les créanciers ont l'obligation d'informer leurs débiteurs (en l'espèce, les organismes publics concernés) de leur migration.

### 3. RÔLE DES RESPONSABLES LOCAUX DE LA DGFIP VIS-À-VIS DES PRÉFETS DANS LA MISE EN PLACE DES MOYENS DE PAIEMENTS EUROPÉENS

Les directeurs régionaux et départementaux des finances publiques veilleront à coordonner avec les préfets la diffusion des informations, notamment techniques, en provenance des services centraux ou résultant des décisions ou interventions du pilote interministériel afin de les diffuser auprès des acteurs locaux.

Il convient de rappeler que l'état d'avancement des travaux de mise à jour des applications concernant la DGFIP et la Direction Générale des Douanes est suivi dans le cadre du comité de pilotage interne au ministère et dans le cadre du comité interministériel pour les travaux qui concernent les autres ministères.

Les informations au plan local sont diffusées par l'intermédiaire de ces deux comités et mises en ligne sur le site intranet de la DGFIP.

De la documentation générale est d'ores et déjà disponible sur l'adresse suivante : Magellan – Fonction Comptable de l'État – Trésorerie – Moyens de paiements européens.

Il conviendra par ailleurs de s'assurer que la migration SEPA sera effective avant la disparition des moyens de paiement nationaux en s'appuyant sur les calendriers de migration.

#### *Rôle des correspondants monétique*

Les correspondants monétique sont les référents en matière de moyens de paiement au sein des directions locales des Finances publiques. À ce titre, ils sont chargés de la diffusion de l'information relative à la migration SEPA, tant en interne qu'auprès des collectivités territoriales.

Les correspondants monétique doivent donc s'assurer que les ordonnateurs locaux disposent de toute l'information leur permettant d'anticiper la migration vers le SEPA dans les meilleures conditions.

Trois niveaux d'intervention sont donc attendus :

- information des comptables, interlocuteurs privilégiés des collectivités territoriales ;
- assistance des comptables, en tant que de besoin, pour réaliser l'information des collectivités territoriales (organisation et tenue de réunions d'information, réponse aux questions formulées par les collectivités territoriales) ;
- suivi dans un tableau de bord de la diffusion de l'information permettant de vérifier que toutes les structures locales disposent du même niveau d'information.

Un modèle de diaporama de présentation de la migration au SEPA est disponible sur le site intranet précité.

Vous voudrez bien porter ces informations à l'attention des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics de votre département.

Toute difficulté d'application de la présente circulaire devra être portée à la connaissance du bureau CL1C de la DGFIP.

LE DIRECTEUR, ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES,  
CHARGÉ DE LA GESTION PUBLIQUE

VINCENT MAZAURIC

## ANNEXE : Circulaire interministérielle NOR/BCFR1007933C du 12 mars 2010

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE  
L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES  
PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA REFORME DE L'ETAT

Direction Générale des Collectivités Locales

Direction Générale des Finances Publiques

12 mars 2010

Le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des  
Collectivités territoriales

Le Ministre du Budget, des Comptes publics,  
de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région et  
de département,

Mesdames et Messieurs les délégués du  
Directeur général des finances publiques

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs  
général et directeurs départementaux et régionaux  
des finances publiques,

NOR/BCFR1007933C du 12 mars 2010

**OBJET :** SEPA (Single Euro Payments Area - Espace unique de paiements en euros) – Déploiement des nouvelles modalités de virement (SCT) et de prélèvement (SDD) conformes aux normes européennes, dans le secteur public local

**REFERENCE :** Circulaire NOR/BCFR0829464C du 15 décembre 2008 relative au SEPA (Single Euro Payments Area - Espace unique de paiements en euros) et à la mise en place du Comité Interministériel pour les Moyens de Paiements Européens (CIMPE).

La présente circulaire a pour objet de porter à la connaissance des préfets, des trésoriers payeurs généraux, des directeurs départementaux et régionaux des finances publiques, l'état d'avancement des travaux conduits, tant sur le plan européen que national, pour la mise en place de moyens de paiement européens (projet SEPA).

Les préfets, trésoriers payeurs généraux et directeurs départementaux et régionaux des finances publiques sont invités à sensibiliser au plan local les collectivités territoriales et leurs établissements publics à cette évolution majeure et à ses impacts sur leurs modalités de fonctionnement et sur leurs relations avec leur comptable public.

La précédente circulaire du 15 décembre 2008, citée en référence, vous a expliqué les grandes orientations du projet SEPA (Single Euro Payments Area - Espace unique de paiements en euros). Des informations détaillées et actualisées sont accessibles sur le site internet du Comité national SEPA ([www.sepafrance.fr](http://www.sepafrance.fr)).

Il convient de rappeler que ce dispositif résulte de la directive sur les services de paiement n°2007/64/CE, adoptée le 13 novembre 2007 par les instances européennes et transposée en droit national par l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement. Il vise à faciliter des paiements simples, rapides et sûrs sur un espace unique des paiements au sein de l'Union européenne en favorisant l'harmonisation du cadre juridique et technique des paiements.

## ANNEXE (suite)

Il concerne l'exécution des opérations initiées par virement (*Sepa Credit Transfer - SCT*), par prélèvement (*Sepa Direct Debit - SDD*), par carte bancaire (*Sepa Card Framework - SCF*) ou encore par le biais d'un dispositif de télécommunication numérique ou informatique (Internet et téléphone, *E-Sepa*). En revanche, sont exclus de son champ d'application les paiements se présentant sous forme papier (chèques, billets à ordre, lettres de change et mandats postaux).

Chaque État membre assure la gestion du remplacement des instruments de paiement actuels par des instruments SEPA au sein de son pays, selon le plan de migration qu'il a défini. La planification de ce chantier en France est résumée dans le tableau suivant :

**Tableau récapitulatif de la migration aux trois instruments SEPA en France**

| Instruments de paiement actuels | Projet SEPA | Période de migration    |
|---------------------------------|-------------|-------------------------|
| Virement                        | Remplacé    | De janvier 2008 à 2011  |
| Prélèvement                     | Remplacé    | De novembre 2010 à 2012 |
| Carte de paiement – CB          | Remplacé    | De janvier 2008 à 2010  |
| TIP et télévirement             | À l'étude   |                         |

La date d'arrêt d'utilisation des anciens instruments de paiement (non SEPA) est conditionnée par l'atteinte d'une masse critique (soit 75 % des volumes d'instruments de paiement émis et 50 % des clients des banques) à un moment donné. Le calendrier de migration des administrations publiques, acteur majeur dans l'émission de virements notamment, est donc particulièrement important. En particulier, le réseau des comptables de la Direction générale des finances publiques joue un rôle central dans ce chantier (émission et réception d'instruments de paiement pour le compte des organismes publics locaux).

### **1) L'impact du déploiement du virement SEPA (SCT) pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics**

Le virement SEPA (SCT) est très proche du virement national actuel dans ses règles de fonctionnement, sous réserve de quelques particularités techniques (délais de traitement interbancaire, zone « libellé » de 140 caractères, procédure de *recall* déployée en novembre 2010 en remplacement de celle d'Annulation d'Opération Compensée à tort ou AOCT,...).

#### **1.1) La réception de virements SEPA pour l'encaissement de recettes locales**

Les banques ont commencé à émettre des virements SEPA (SCT) pour le compte de leurs clients à compter de janvier 2008. Depuis cette date, les comptables publics les reçoivent et comptabilisent ces recettes pour le compte des organismes locaux bénéficiaires, dont ils tiennent les comptes, sans aucun impact pour le système d'information des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics.

#### **1.2) L'émission de virements SEPA pour le paiement de dépenses locales**

À compter du second trimestre 2010, après les tests informatiques en cours avec la Banque de France, les comptables publics des collectivités territoriales et des établissements publics opéreront leurs dépenses au moyen de virements SEPA transmis dans le système interbancaire via la Banque de France. Deux cas de figure sont ici techniquement possibles :

## ANNEXE (suite)

❶ Si le système d'information de l'organisme public local débiteur n'a pas été modifié pour gérer désormais les coordonnées bancaires de ses débiteurs au format SEPA (non remplacement du relevé d'identité bancaire, RIB<sup>1</sup>, par un BIC<sup>2</sup>-IBAN<sup>3</sup>), l'application HELIOS<sup>4</sup> du comptable public opère la conversion de ces coordonnées au nouveau format, quel que soit le protocole d'échange de données utilisé entre l'ordonnateur et le comptable.

❷ Si le système d'information de l'organisme public local débiteur a été modifié pour gérer désormais les coordonnées bancaires de ses débiteurs au format SEPA (remplacement du relevé d'identité bancaire, RIB, par un BIC-IBAN), l'application HELIOS du comptable public n'a donc pas de conversion à opérer de ces coordonnées mais l'ordonnateur doit recourir au protocole d'échange de données dit PES V2 d'Hélios pour transmettre au comptable des coordonnées bancaires au format SEPA. S'il veut utiliser un autre protocole d'échanges, il doit alors reconvertir ces coordonnées au format RIB.

Pour opérer la gestion voire la conversion au format SEPA des coordonnées bancaires des créanciers des organismes locaux, l'application HELIOS des comptables publics utilise un référentiel des banques dont les mises à jour par la profession bancaire sont différées dans le temps (impact des restructurations bancaires<sup>5</sup>,...).

**Afin de limiter les risques de rejet de virements SEPA au motif d'une erreur constatée dans les coordonnées bancaires des créanciers à payer, il convient donc que les collectivités territoriales et leurs établissements publics demandent à leurs fournisseurs leurs coordonnées BIC-IBAN pour actualiser leurs fichiers informatiques concernés.** Une action précoce et systématique en ce domaine leur évitera des tâches ultérieures de correction de domiciliations bancaires retardant les paiements concernés (risque d'intérêts moratoires à défaut de respect du délai global de paiement fixé par l'article 98 du code des marchés publics).

### **2) L'impact du déploiement du prélèvement SEPA (SDD) pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics**

Le prélèvement SEPA (SDD) sera disponible et opérationnel à compter du 1er novembre 2010. Seule la réception du prélèvement SEPA sera possible pour l'ensemble des organismes publics locaux, à partir de cette date. Il est très différent du prélèvement actuel, notamment en raison des rôles attribués à chaque acteur dans le nouveau dispositif. Il repose sur un mandat, donné par le débiteur à son créancier, par lequel le débiteur autorise le créancier à émettre des ordres de prélèvement SEPA et autorise sa banque à débiter son compte du montant des ordres présentés. La banque du débiteur en est informée par la banque du créancier. Les prélèvements SEPA peuvent être uniques ou répétitifs. Une évolution importante concerne le rôle attribué au créancier dans le nouveau dispositif : c'est lui qui reçoit le mandat, le vérifie, le dématématise, l'envoie sous cette forme à la banque de son débiteur et procède à son archivage. Il en assume ainsi l'entière responsabilité car la banque du débiteur n'intervient plus en la matière.

#### **2.1) L'émission de prélèvements SEPA à opérer pour l'encaissement des recettes locales**

L'impact du prélèvement SEPA (SDD) pour les collectivités et leurs établissements publics est plus important que celui du virement SEPA (SCT).

<sup>1</sup> Coordonnées nationales antérieures : code banque, code guichet et numéro de compte.

<sup>2</sup> BIC (Bank International Identifier) : identifiant mondial des établissements bancaires, utilisé pour le routage des opérations (8 à 11 caractères).

<sup>3</sup> IBAN (International Bank Account Number) : identifiant européen des comptes bancaires (27 caractères).

<sup>4</sup> L'application Hélios de la DGFIP, étant en voie d'être généralisée au sein des services de la DGFIP dans les prochains mois, la présente circulaire y fait exclusivement référence. Toutefois, l'application RCT, qui doit ainsi être remplacée par Hélios, émettra également des virements SCT à compter de mars 2010.

<sup>5</sup> Lorsque des établissements bancaires fusionnent ou sont absorbés, cela entraîne la disparition des codes banques, voire des codes guichets correspondants aux établissements qui disparaissent.



## ANNEXE (suite et fin)

Pour l'émission de prélèvements à effectuer par les banques de leurs débiteurs, le système d'information des organismes publics locaux devra être adapté. Un guide technique sera communiqué aux comptables des organismes publics locaux pour les informer des caractéristiques du prélèvement SEPA, dès la finalisation des travaux en cours avec les banques.

Le dispositif de gestion des mandats de prélèvement SEPA fait actuellement l'objet d'expertises par la profession bancaire et la DGFIP. Des informations complémentaires seront données aux communes, aux départements, aux régions et à leurs établissements publics par les comptables publics dès leur finalisation.

### **2.2) La réception de prélèvements SEPA opérés pour le paiement de dépenses locales**

Les avis d'opérations concernant les SDD reçus<sup>6</sup> seront disponibles à compter du 1<sup>er</sup> novembre prochain dans l'application Compas.

Des informations complémentaires seront données aux communes, aux départements, aux régions et à leurs établissements publics par leurs fournisseurs payés par prélèvement (eau, électricité, téléphone, ...).

Les comptables publics compléteront cette information, en tant que de besoin (peu d'impact sur le système d'information des organismes publics locaux). Le système d'information des organismes publics locaux pourra être adapté pour gérer les prélèvements SEPA reçus s'ils souhaitent recevoir ces données sous forme dématérialisée.

### **3) L'impact du déploiement des cartes bancaires SEPA (SCF) pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics**

Les régisseurs des organismes publics locaux peuvent détenir des cartes bancaires pour l'exercice de leur mission. Le SEPA card framework répond à une approche différente de celle du virement SEPA (SCT) et du prélèvement SEPA (SDD) car il ne crée pas un nouveau moyen de paiement. Il harmonise seulement les règles applicables au paiement par carte au plan européen, notamment sur le volet sécurité. Pour leur part, les banques françaises ont déjà effectué l'essentiel de la démarche d'intégration de puces (standard EMV<sup>7</sup>) aux cartes actuellement utilisées. Aucun impact significatif n'est donc ici prévu pour le système d'information des organismes publics locaux.

\*       \*

\*

Vous voudrez bien porter ces informations à l'attention des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics de votre département.

Toute difficulté d'application de la présente circulaire devra être portée à la connaissance du bureau FL3 de la DGCL ou du bureau CL1C de la DGFIP.

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur Général des Collectivités Locales

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur Général des Finances Publiques

Eric JALON

Philippe PARINI

<sup>6</sup> Sous réserve que les créanciers aient effectué leur migration au SDD.

<sup>7</sup> Le sigle EMV correspond aux initiales des trois membres fondateurs et initiateurs de ce standard international : Europay International, MasterCard et Visa International. Conçues pour garantir la sécurité des paiements électroniques, les normes EMV reposent sur l'utilisation de puces intégrées à la carte et de codes confidentiels (code PIN). Cette technologie permet d'assurer une interopérabilité internationale, c'est-à-dire la capacité technique d'acceptation généralisée de la carte quels que soient les systèmes de paiement utilisés.